

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FIRST SENTIER INVESTORS (Ireland) Limited

Private company limited by shares de droit irlandais
Siège social : 70 Sir Rogerson's Quay, Dublin 2 D02R296, Irlande
Immatriculée auprès du Companies Registration Office d'Irlande sous le n° 629188
Succursale en France établie au : 29 rue de Bassano, 75008 Paris
Immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 852 184 001

Rapport des Administrateurs et États Financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.**I. — Compte de Résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros)	Note	2024	2023
Produits	2, 1 (r)	110 475	12 252
Coût des ventes	1 (r)	-29 490	-2 742
Bénéfice brut		80 985	9 510
Charges administratives		-79 851	-8 956
Autre revenu d'exploitation		624	533
Bénéfice d'exploitation	3	1 758	1 087
Produits d'intérêts et produits similaires		323	
Intérêts à payer et charges assimilées du Groupe		-41	-69
Résultat avant impôts		2 040	1 018
Charge d'impôt sur le bénéfice	6	-300	-191
Résultat après impôts		1 740	827
Bénéfices non distribués à la fin de l'exercice			
Bénéfices non distribués au début de l'exercice		1 135	308
Résultat après impôts		1 740	827
Bénéfices non distribués à la fin de l'exercice		2 875	1 135

Tous les montants concernent les activités continues.
Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

II. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros)

Actif	Note	2024	2023
Immobilisations corporelles			
Immobilisations incorporelles	7	191	230
Actifs corporels	8	195	263
Actifs à court terme			
Débiteurs	9	117 903	126 307
Fonds en banque et en caisse		31 627	16 967
Créances : montants dus à moins d'un an	11	-132 597	-128 236
Actif net à court terme		16 933	15 038
Total de l'actif moins le passif à court terme		17 319	15 531
Créances : montants dont l'échéance est supérieure à un an	12	-144	-96
Actif net		17 175	15 435
Capital social appelé	15	14 300	14 300
Bénéfices non distribués		2 875	1 135
Total fonds propres	16	17 175	15 435

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

Les présents états financiers et les notes figurant aux pages 12 à 21 ont été approuvés par le Conseil d'administration le 24 mars 2025 et ont été signés en son nom par :

Peter Blessing
Administrateur

Bronwyn Wright
Administrateur

III. — Tableau de Variation des Capitaux Propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros)	Notes	Capital social appelé	Bénéfices retenus	Total fonds propres
Au 1 janvier 2023	15	6 300	308	6 608
Actions émises au cours de la période		8 000		8 000
Bénéfice de l'exercice			827	827
Au 31 décembre 2023		14 300	1 135	15 435
Actions émises au cours de l'exercice			1 740	1 740
Bénéfice de l'exercice				
Au 31 décembre 2024		14 300	2 875	17 175

Les notes aux états financiers figurant aux pages 12 à 21 font partie intégrante des présents états financiers.

IV. — Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre**1. Informations générales et méthodes comptables.**

1.1. Informations générales. — La Société est une filiale à 100 % de First Sentier Investors UK Holdings Limited. Au 31 décembre 2024, la société mère ultime de la Société est MUFG. MUFG est l'un des principaux groupes financiers mondiaux.

La Société est réglementée par la CBI et est le Gestionnaire de Fonds d'Investissement Alternatifs pour les fonds d'investissement alternatifs domiciliés en Europe du Groupe FSI. Le 16 novembre 2022, la Société a été autorisée par la Banque Centrale à exercer des activités de Société de Gestion d'OPCVM et, le 30 novembre 2023, a été nommée Société de Gestion de First Sentier Investors Global Umbrella Fund PLC.

1.2. Déclaration de conformité. — Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes Comptables irlandaises, y compris la Norme d'information financière 102, « La Norme d'information financière applicable au Royaume-Uni et en République d'Irlande » et les modifications apportées à la « FRS 102 (publiées en juillet 2015) (« FRS 102 ») et la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*). La Société utilise les exemptions de divulgation réduite de l'article 1.12 de la FRS 102 pour présenter un tableau des flux de trésorerie et certaines informations sur les parties liées.

1.3. Méthodes comptables. — Les principales méthodes comptables appliquées par la Société pour préparer ses états financiers pour l'exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 sont énoncées ci-dessous. Elles ont été appliquées de manière cohérente tout au long de l'exercice.

a) Base de préparation : Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables généralement acceptées en Irlande, y compris la Norme d'information financière 102 et la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*). Les normes comptables généralement acceptées en Irlande sont celles promulguées par l'*Institute of Chartered Accountants* en Irlande et publiées par le *Financial Reporting Council*.

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation selon le principe du coût historique.

b) Continuité de l'exploitation : Après avoir examiné les prévisions et les projections de la Société, les Administrateurs s'attendent raisonnablement à ce que la Société dispose de ressources adéquates pour poursuivre son existence dans un avenir prévisible. La Société a donc adopté le principe de la continuité de l'exploitation pour préparer ses états financiers. Pour plus d'informations, veuillez vous reporter à la section « Continuité de l'exploitation » du Rapport des Administrateurs à la page 4.

c) Produits : La comptabilisation des produits est basée sur les avantages pour la Société de tout flux de revenus qui peuvent être déterminés de manière fiable. Tous les produits de la Société proviennent de la prestation de services de gestion d'actifs et comprennent les commissions de gestion et les commissions de performance. Les produits sont présentés nets de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres taxes sur les ventes. Les commissions de gestion et de performance sont comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont acquises, sur la période pendant laquelle les services sont assurés. Les commissions de gestion sont principalement basées sur des pourcentages prédéterminés de la valeur des AUM, tandis que les commissions de performance sont fondées sur le degré de surperformance par rapport aux taux de rendement minimum. Ces deux types de commissions sont présentées nettes de remises et d'allocations effectuées conformément à la politique de prix de transfert, et des frais de commission.

Les intérêts reçus (et payés) sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagements en appliquant le taux d'intérêt approprié.

d) Frais de commission : Les frais de commission comprennent les frais de commission initiaux et de suivi versés à des distributeurs tiers des produits de la Société. Ces frais sont principalement calculés en pourcentage des actifs sous gestion des clients.

e) Charges : Les charges administratives sont comptabilisées au cours de la période pendant laquelle elles sont encourues et comprennent les montants refacturés par toute autre société du groupe. Les charges administratives enregistrées dans le Compte de Résultat comprennent celles indiquées en détail à la Note 3.

e) Utilisation d'estimations : La préparation des états financiers conformément à la norme FRS 102 exige que la direction émette des jugements, fasse des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des politiques et les montants déclarés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses associées sont fondées sur l'expérience historique et divers autres facteurs jugés raisonnables dans les circonstances, dont les résultats constituent la base des jugements sur les valeurs comptables des actifs et des passifs qui ne sont pas clairs à partir d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations, et ces différences pourraient être importantes.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues de manière continue. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée si la révision n'affecte que l'exercice de la révision et les exercices futurs si la révision affecte à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

1. Informations générales et méthodes comptables (suite)

1.3. Méthodes comptables (suite)

g) Baux : Les baux qui n'impliquent pas la prise en charge de la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs sont des contrats de location-exploitation. Les loyers à payer en vertu de contrats de location-exploitation sont imputés au compte de résultat sur une base linéaire pendant la durée du contrat de location. L'avantage global des incitations locatives est comptabilisé comme une réduction de la charge comptabilisée sur la durée du contrat de location sur une base linéaire.

h) Impôts :

- (i) Impôt exigible : La charge d'impôt est basée sur le bénéfice ou la perte de la période ajustée pour les éléments non déductibles. L'impôt exigible est l'impôt à payer sur le revenu imposable de l'exercice, en utilisant les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date du Bilan, ainsi que les ajustements à l'impôt à payer au titre des exercices antérieurs.
- (ii) Impôt différé : L'impôt différé est comptabilisé pour tous les écarts temporaires qui ont pris naissance mais n'ont pas été annulés à la date du Bilan, lorsque des opérations ou des événements qui entraînent une obligation de payer plus d'impôt ou un droit de payer moins d'impôt à l'avenir se sont produits à la date du Bilan. Les actifs d'impôt différé sont évalués en utilisant les taux d'imposition et les lois qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin du Bilan et qui devraient s'appliquer à la résorption de l'écart temporaire.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés s'il est considéré comme probable qu'il y aura des bénéfices appropriés sur lesquels la résorption future des écarts temporaires sous-jacents pourra être déduite. Les écarts temporaires sont des écarts entre les bénéfices imposables de la Société et ses résultats tels qu'ils figurent dans les états financiers, qui peuvent faire l'objet d'une résorption au cours d'un ou de plusieurs exercices ultérieurs.

i) Intérêts reçus : Les intérêts créditeurs ou débiteurs sont comptabilisés dans le Tableau des résultats et des affectations de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

j) Devises étrangères : Les produits seront comptabilisés au taux de change à la date de facture, de sorte que des différences de change peuvent apparaître entre le taux en vigueur à la date de facture et le taux auquel les montants sont convertis en euros à la date de leur réception. Les soldes en devises étrangères ont été convertis aux taux de change du marché en vigueur à la date du Bilan. Les gains et les pertes de change sont portés au Compte de Résultat dans les frais administratifs.

Les présents états financiers sont présentés en euros (€) qui est la devise fonctionnelle de la Société. La devise fonctionnelle est la devise de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce son activité. Les opérations en devises étrangères sont converties dans la devise fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur à la date des opérations. Les actifs et passifs en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du Bilan.

k) Régimes de retraite : La Société propose un régime de retraite à cotisations déterminées (le « Régime ») à tous les employés, nouveaux et existants. Le montant imputé au Compte de Résultat représente les cotisations à verser au régime au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La Société ne propose pas d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite à ses employés.

l) Autre revenu d'exploitation : Les autres revenus d'exploitation comprennent les revenus de toutes les autres activités d'exploitation qui ne sont pas liées aux activités principales de la Société.

m) Espèces et valeurs assimilables : Les espèces et valeurs assimilables comprennent les liquidités en banque et en caisse. Les liquidités en banque sont détenues par Barclay's Bank Ireland Plc.

1. Informations générales et méthodes comptables (suite)

1.3 Méthodes comptables (suite)

n) Actifs financiers : Les actifs financiers de base, y compris les débiteurs commerciaux et autres, ainsi que la trésorerie et les soldes bancaires, sont initialement comptabilisés au prix de la transaction, à moins que l'accord ne constitue une opération de financement, auquel cas l'opération est évaluée à la valeur actuelle des recettes futures actualisées à un taux d'intérêt du marché. Ces actifs sont ensuite comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

À la fin de chaque période de déclaration, les actifs financiers évalués au coût amorti sont évalués pour détecter des preuves objectives de dépréciation. Si un actif est déprécié, la perte de valeur est la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle des flux de trésorerie estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. La perte de valeur, le cas échéant, est comptabilisée dans le Compte de Résultat.

En cas de diminution de la perte de valeur résultant d'un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation, la dépréciation est reprise. La reprise est telle que la valeur comptable actuelle n'excède pas ce qu'elle aurait été si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée auparavant. La reprise de la perte est comptabilisée dans le Compte de Résultat.

Les Actifs Financiers sont décomptabilisés lorsque (a) les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif expirent ou sont réglés, ou (b) la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont transférés à une autre partie ou (c) le contrôle de l'actif a été transféré à une autre partie qui a la capacité pratique de vendre unilatéralement l'actif à un tiers non lié sans imposer de restrictions supplémentaires.

o) Passifs financiers : Les passifs financiers de base, y compris les créances commerciales et les prêts à court terme, sont initialement comptabilisés au prix de la transaction, à moins que l'accord ne constitue une transaction de financement où le titre de créance est évalué à la valeur actuelle des recettes futures actualisées au taux d'intérêt du marché.

Les créances commerciales sont des obligations de payer des produits ou des services qui ont été acquis dans le cours normal des affaires auprès des fournisseurs. Les comptes fournisseurs sont classés comme passifs à court terme si le paiement est dû dans un délai d'un an ou moins. Dans le cas contraire, ils sont présentés comme des passifs à long terme.

Les créances commerciales sont initialement comptabilisées au prix de la transaction, puis évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créances commerciales sont initialement comptabilisées au prix de la transaction, puis évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs et passifs financiers sont compensés et les montants nets présentés dans les états financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il existe une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

p) Immobilisations corporelles et amortissement : L'amortissement est prévu pour toutes les immobilisations corporelles à des taux calculés pour amortir le coût ou l'évaluation, moins la valeur résiduelle estimée sur la base des prix en vigueur à la date d'acquisition ou de réévaluation, de chaque actif de manière égale sur sa durée de vie utile prévue, comme suit :

- Matériel informatique – 33 %
- Améliorations locatives – 16 %
- Agencements et installations - 20 %

Tous les actifs sont détenus au coût moins l'amortissement.

q) Immobilisations incorporelles et amortissements : Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile prévue de l'actif, comme suit :

- Succursales européennes 10 ans

r) Représentation des Produits : À compter du 1^{er} janvier 2024, les Frais de commission qui étaient précédemment communiqués dans les « Produits » ont été communiqués séparément dans le Coût des ventes. Les comparatifs 2023 ont été représentés sur cette base sans impact sur le bénéfice avant impôt.

2. Produits :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Les produits comprennent :		
Commissions de gestion	97 799	8 372
Commissions reçues des entreprises du groupe	12 676	3 880
Total des produits	110 475	12 252

Les produits des commissions de gestion de 97,8 millions € (2023 : 8,4 millions €) résultent de First Sentier Investors Global Umbrella Fund PLC sur une période de douze mois (2023 : période d'un mois).

3. Bénéfice d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Note	2024	2023
Le bénéfice d'exploitation est indiqué après imputation/(crédit)			
Coûts salariaux	4	6 411	5 781
Honoraires à payer aux commissaires aux comptes pour l'audit des Etats financiers de la Société		14	13
Paiements au titre des contrats de location-exploitation		642	653
Amortissement des immobilisations corporelles détenues	8	78	42
Amortissement des immobilisations incorporelles, goodwill compris		40	40
(Gains) / pertes de change		-624	20
Commissions reçues des entreprises du groupe		69 762	

4. Coûts salariaux :

(En milliers d'Euros)	Note	2024	2023
Salaires	13	5 234	4 576
Charges de retraite		459	392
Coûts de la sécurité sociale		539	518
Autres coûts salariaux		179	295
Total		6 411	5 781

5. Émoluments des administrateurs. — Les émoluments d'un Administrateur non indépendant sont payés par First Sentier Investors (UK) Services Limited, qui ne refacture rien la Société puisque cet Administrateur n'est pas rémunéré pour ses services en tant qu'Administrateur. Les émoluments des autres sont pris en charge par la Société. Toutes les informations relatives à la rémunération des Administrateurs pour l'exercice (y compris celles versées par First Sentier Investors (UK) Services Limited) sont fournies ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Émoluments des Administrateurs à l'exclusion des cotisations de retraite	1 875	1 407
Cotisations de retraite globales de tous les Administrateurs	25	34
Les émoluments, à l'exclusion des cotisations aux régimes de retraite, de l'Administrateur le mieux rémunéré	1 240	901
Cotisations de retraite de l'Administrateur le mieux rémunéré		9

Les prestations de retraite s'accumulent pour un Administrateur dans le cadre de régimes de retraite gérés par la Société. La Société n'exploite pas de régime de retraite à prestations définies (2023 : pas de régime à prestations définies).

6. Impôt sur le bénéfice des activités ordinaires :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Impôts exigibles :		
Impôt irlandais sur les sociétés sur les bénéfices de l'exercice	235	156
Ajustements au titre des exercices précédents	-34	-22
Impôts à l'étranger	71	73
Total de la charge fiscale exigible	272	207
Impôt différé :		
Naissance et résorption des écarts temporaires	27	-16
Ajustements d'impôts différés relatifs aux exercices précédents	1	
Total de la charge fiscale différée	28	-16
Total de la charge fiscale	300	191

Facteurs affectant la charge fiscale de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Bénéfice avant impôt	2 040	1 018
Bénéfice provenant des activités ordinaires multiplié par le taux normal de l'impôt sur les sociétés de 12,5 %	255	127
Incidences des :		
Frais non déductibles	7	13
Impôts à l'étranger	71	73
Ajustements relatifs aux exercices précédents	-33	-22
Total de la charge fiscale	300	191

La législation du Pilier 2 a été adoptée en Irlande le 18 décembre 2023, y compris la mise en œuvre d'un impôt national complémentaire qualifié (INCQ) (*Qualified domestic minimum top-up tax* (QDMTT)). Cela est devenu effectif pour l'exercice de la Société débutant le 1^{er} janvier 2024. La Société a effectué une évaluation de haut niveau de son exposition potentielle aux impôts sur le revenu du Pilier 2 sur la base des informations les plus récentes disponibles concernant sa performance financière. Étant donné que le taux d'imposition en Irlande est actuellement de 12,5 %, des taxes supplémentaires inhérentes au Pilier 2 sont susceptibles d'être payables. Bien que la Société évalue toujours l'exposition totale aux impôts sur le revenu du Pilier 2 au 31 décembre 2024, les taxes supplémentaires devraient être insignifiantes.

7. Immobilisations incorporelles :

Contrats	(En milliers d'Euros)
Coût	
Au 1 janvier 2023	401
Ajouts	
Au 31 décembre 2023	401
Ajouts	
Au 31 décembre 2024	401
Amortissement	
Au 1 janvier 2023	-130
Amortissement de l'exercice	-40
Au 31 décembre 2023	-170
Amortissement de l'exercice	-40
Au 31 décembre 2024	-210
Valeurs comptables nettes	
Au 31 décembre 2023	231
Au 31 décembre 2024	191

Les immobilisations incorporelles qui sont importantes pour les états financiers sont :

	Valeurs comptables (en milliers d'euros)	Durée d'amortissement restante (années)
Succursale française	59	5
Succursale allemande	132	5

Suite à la création de succursales de la Société en France et en Allemagne, l'activité des succursales de distribution françaises et allemandes a été transférée d'une Société du Groupe britannique à la Société le 1^{er} octobre 2019. Les succursales fournissent des services de distribution à l'activité britannique.

8. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'Euros)	Matériel informatique	Mobilier et équipement de bureau	Amélioratio ns locatives	Total
Coûts ou évaluations				
Au 1 janvier 2023	57			57
Ajouts	91	117	58	266
Cessions				
Au 31 décembre 2023	148	117	58	323
Ajouts	10			10
Cessions				
Au 31 décembre 2024	158	117	58	333
Amortissement cumulé				
Au 1 janvier 2023	-18			-18
Frais de l'exercice	-28	-10	-4	-42
Cessions				
Au 31 décembre 2023	-46	-10	-4	-60
Frais de l'exercice	-45	-23	-10	-78
Cessions				
Au 31 décembre 2024	-91	-33	-14	-138
Valeurs comptables nettes				
Au 31 décembre 2023	102	107	54	263
Au 31 décembre 2024	67	84	44	195

9. Débiteurs :

(En milliers d'Euros)	Note	2024	2023
Créances commerciales	10	16 380	15 588
Montants dus par des entreprises du Groupe FSI		100 317	109 994
Charges fiscales et sociales		13	
Autres débiteurs		674	414
Actif d'impôt différé		33	61
Charges à payer et produits à recevoir		486	250
Total		117 903	126 307

Les créances commerciales se rapportent aux commissions de gestion brutes à recevoir de First Sentier Investors Global Umbrella Fund PLC.

Les montants dus par les entreprises du Groupe ne sont pas garantis, ne portent pas d'intérêts, n'ont pas de date fixe de remboursement et sont remboursables sur demande.

10. Impôt différé :

(En milliers d'Euros)	Note	2024	2023
Actif d'impôt différé au début de l'exercice	6	61	45
Ajustements relatifs aux exercices précédents		-1	
Charge d'impôt différé dans le Compte de Résultat		-27	16
Actif d'impôt différé à la fin de l'exercice		33	61
L'impôt différé est provisionné à 12,5 % comme suit :			
La provision du plan d'intéressement à long terme (« LTIP ») n'est pas encore éligible à l'abattement fiscal		28	61
Dotation aux amortissements		5	
Actif d'impôt différé à la fin de l'exercice		33	61

Sur le total des actifs d'impôts différés, 0 € (2023 : 0 €) devrait être annulé au cours du prochain exercice.

11. Créances : montants dus à moins d'un an :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Montants dus à des entreprises du Groupe FSI	107 205	117 342
Montants dus au régime d'intéressement du personnel	1 167	1 294
Impôt sur les sociétés à payer	15	
Autres charges fiscales et sociales	133	41
Autres créanciers	153	1 791
Comptes de régularisation et produits différés	23 924	7 768
Total	132 597	128 236

Les montants dus à des entreprises du Groupe ne sont pas garantis, ne portent pas d'intérêts, n'ont pas de date fixe de remboursement et sont remboursables sur demande.

Les autres créances ont diminué en raison d'un accord de prêt portant intérêt avec First Sentier Investors (UK) Services Limited qui a été conclu en 2019. Le prêt a été entièrement remboursé en août 2024.

Les comptes de régularisation comprennent 23,4 millions € (2023 : 7,2 millions €) payables aux clients à titre de remise sur les commissions de gestion.

12. Créances : montants dont l'échéance est supérieure à un an :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Montants dus au régime d'intéressement du personnel	144	96
Total	144	96

Les montants concernent les paiements de rémunération qui doivent être réglés plus de 12 mois après la date de déclaration.

13. Obligations en matière de retraite. — Les coûts du Régime pour l'exercice se sont élevés à 458 986 € (2023 : 392 313 €) et il n'y avait aucune cotisation impayée ou prépayée au 31 décembre 2024.

14. Contrats de location-exploitation. — La société disposait des paiements minimaux futurs suivants au titre de contrats de location-exploitation non résiliables pour chacun des exercices suivants :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Paielements dus		
Contrats expirant dans un délai d'un an	291	291
Contrats expirant dans un à cinq ans	1 018	1 164
Contrats expirant dans plus de cinq ans		145
Total	1 309	1 600

15. Capital social appelé :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Autorisé, alloué et entièrement libéré :		
14 300 001 (31 décembre 2023 : 14 300 001) Actions ordinaires de 1 €	14 300	14 300
Total	14 300	14 300

16. Rapprochement des mouvements des fonds propres :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Fonds propres d'ouverture	15 435	6 608
Émission du capital social		8 000
Bénéfice de l'exercice	1 740	827
Fonds propres de clôture	17 175	15 435

17. Informations sur les parties liées. — Au titre de la norme FRS 102 33.1A - Informations sur les Parties Liées, la Société est exemptée de l'obligation de divulguer les opérations avec toute autre société du groupe MUFG. Aucune transaction entre parties liées n'a eu lieu en dehors de cette exemption au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

18. Société mère ultime. — L'entreprise mère immédiate est First Sentier Investors UK Holdings Limited (anciennement connue sous le nom de First Sentier Investors Europe Holdings Limited), société de droit anglais.

L'entreprise mère ultime et la partie contrôlante, au 31 décembre 2024, est MUFG, qui est l'entreprise mère du plus petit et du plus grand groupe pour consolider ces états financiers. Des exemplaires des états financiers consolidés de MUFG peuvent être obtenus auprès de :

- 7-1, Marunouchi 2-chome, Chida-ku, Tokyo 100-8330 Japon ou sur le site internet suivant : www.mufg.jp.

19. Événements postérieurs à l'établissement du bilan. — Les Administrateurs n'ont pas connaissance d'événements postérieurs à l'établissement du bilan qui nécessitent d'être divulgués dans les états financiers.

IV. — Rapport des Administrateurs et États Financiers.

Audités

Les Administrateurs présentent leur rapport et les états financiers audités de First Sentier Investors (Ireland) Limited (« **la Société** ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Siège social et activité principale.

Siège social : 70 Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Irlande. À compter du 1^{er} avril 2025, le siège social de la Société déménagerait au 21 Charlemont Place, Saint Kevin's, D02 A893, Dublin, Irlande.

La Société est une société par actions à responsabilité limitée de droit irlandais.

Les principales activités de la Société consistent à exercer des fonctions de Gestionnaire de fonds, de gestion de portefeuilles d'investissement, de gestion des investissements, de services d'administration et de marketing. L'adresse professionnelle de la Société est 21 Charlemont Place, Dublin 2, D02 WV10, Irlande.

La Société est réglementée par la Banque Centrale d'Irlande (« **CBI** »).

Administrateurs

Les Administrateurs de la Société qui ont exercé leurs fonctions au cours de l'exercice et jusqu'à la date de signature des états financiers sont les suivants :

Peter blessing*

Gary Cotton

Ray Cullivan

Bronwyn Wright*

(*) Désigne les Administrateurs Indépendants.

Secrétaire général.

Les Secrétaires de la Société qui ont exercé leurs fonctions au cours de l'exercice et jusqu'à la date de signature des états financiers sont les suivants :

Matsack Trust Limited (qui a démissionné le 1^{er} janvier 2025)

Amy Carroll (qui a été nommée le 1^{er} janvier 2025)

Les Administrateurs et leurs participations.

Les Administrateurs de la Société au cours de l'exercice étaient ceux énumérés ci-dessus. Il n'existe pas de participation des Administrateurs nécessitant d'être communiquée en vertu de la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*).

Déclaration des responsabilités des Administrateurs.

Il incombe aux Administrateurs de préparer le Rapport des Administrateurs et les états financiers conformément au droit irlandais. Le droit irlandais exige que les Administrateurs préparent des états financiers pour chaque exercice, donnant une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière de la Société à la fin de l'exercice ainsi que du compte de résultat de la Société pour l'exercice. En vertu de cette loi, les Administrateurs ont préparé les états financiers conformément aux Pratiques comptables généralement acceptées en Irlande (normes comptables publiées par le Conseil de l'Information Financière (*Financial Reporting Council*)), y compris la Norme d'Information Financière 102, la Norme d'Information Financière applicable au Royaume-Uni et en République d'Irlande (FRS 102) et le droit irlandais).

Déclaration des responsabilités des Administrateurs (suite)

En vertu du droit irlandais, les Administrateurs ne doivent approuver les états financiers qu'après s'être assurés que ceux-ci donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière de la Société à la fin de l'exercice et du compte de résultat de la société pour cet exercice.

Dans le cadre de la préparation des présents États Financiers, les Administrateurs sont tenus :

- de sélectionner des méthodes comptables adaptées et de les appliquer de manière cohérente ;
- de formuler des avis et estimations comptables à la fois raisonnables et prudents ;
- d'indiquer si les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables applicables et d'identifier les normes en question, sous réserve que tout écart significatif par rapport à ces normes soit communiqué et expliqué dans les notes aux états financiers ;
- d'informer ses actionnaires par écrit de l'utilisation des exemptions de divulgation, le cas échéant, de la norme FRS 102 utilisée dans la préparation des états financiers ; et
- de préparer les états financiers sur la base de la continuité de l'exploitation, à moins qu'il soit inapproprié de présumer que la Société poursuivra ses activités.

Il incombe aux Administrateurs de tenir des registres comptables appropriés qui sont suffisants pour :

- enregistrer et expliquer correctement les opérations de la Société ;
- permettre, à tout moment, de déterminer avec une précision raisonnable l'actif, le passif, la situation financière et le compte de résultat de la Société ; et
- permettre aux Administrateurs de s'assurer que les états financiers sont conformes à la Loi sur les sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*) et permettre à ces états financiers d'être audités.

En outre, il incombe aux Administrateurs de protéger les actifs de la Société, et donc de prendre des mesures raisonnables pour prévenir et détecter les fraudes et autres irrégularités.

Les Administrateurs sont responsables de la tenue à jour et de l'intégrité du site internet de la Société. La législation de la République d'Irlande régissant la préparation et la diffusion des états financiers peut différer de la législation d'autres pays.

Registres comptables.

Les Administrateurs estiment qu'ils se sont conformés aux exigences des articles 281 à 285 de la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*), que des registres comptables adéquats sont tenus, en recourant à du personnel comptable possédant les compétences appropriées et en fournissant des ressources adéquates à la fonction financière. Les registres comptables sont situés à l'adresse professionnelle de la Société, à savoir 21 Charlemont Place, Dublin 2, D02 WV10, Irlande.

Structure et objet de la Société.

La Société fait partie des opérations internationales de First Sentier Investors Holdings Pty Limited Group (« **Groupe FSI** »), dont le siège social est sis à Sydney, en Australie. Le 2 août 2019, le Groupe FSI a été acheté par Mitsubishi UFJ Trust and Banking Corporation, une filiale à 100 % de Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc. (« **MUFG** »), société de droit japonais.

First Sentier Investors mène ses activités en tant que société de gestion internationale d'actifs autonome au sein du groupe MUFG et est dirigée par un Conseil d'administration composé de représentants de First Sentier Investors, de MUFG et d'administrateurs non exécutifs indépendants.

Le Groupe FSI comporte plusieurs équipes d'investissement différentes et fournit une gamme de services spécialisés de gestion des investissements. Ses principaux domaines d'expertise en matière d'investissement comprennent les actions cotées, les titres à revenu fixe et les actifs immobiliers d'infrastructure.

Le Groupe FSI propose une variété de stratégies dans chacune de ces catégories d'actifs pour différents types de clients dans la cadre d'un ensemble commun de valeurs et de normes centrées sur le client. Ces équipes d'investissement conservent une autonomie complète en matière d'investissement pour prendre des décisions sur la philosophie d'investissement, les processus et la capacité des fonds.

En novembre 2023, le Groupe FSI a établi un partenariat stratégique avec AlbaCore Capital Group (« **AlbaCore** ») en acquérant une participation de 75 % dans Albacore.

Les clients du Groupe FSI vont des investisseurs institutionnels tels que les régimes de retraite à prestations définies et les fonds souverains, aux investisseurs de détail dont les actifs sont généralement agrégés par des intermédiaires. Au 31 décembre 2024, le Groupe FSI (y compris AlbaCore) gère collectivement 218 milliards de dollars australiens (31 décembre 2023 : 238 milliards de dollars australiens) d'actifs sous gestion (« **AUM** »), tous types de clients et toutes catégories d'actifs confondus.

Informations sur la stratégie.

Les objectifs stratégiques de la Société s'étendent sur un horizon de trois à cinq ans et sont conformes à ceux du Groupe FSI. Ses priorités stratégiques / domaines d'intervention pour 2024-2026 sont décrits ci-dessous :

- Bâtir une culture de haute performance réellement inclusive en mettant en place notre personnel pour réussir ;
- Simplifier et mettre à l'échelle nos opérations commerciales pour offrir des expériences exceptionnelles à nos clients ;
- Identifier les opportunités de croissance durable en investissant dans les capacités organiques et inorganiques ; et
- Affiner notre modèle commercial en redéfinissant FSI en tant que gestionnaire affilié ci-dessous.

Indicateurs clés de performance.

Les indicateurs clés de performance de la Société sont :

Produits :

Les produits représentent une rémunération de la prestation de services de gestion d'actifs à d'autres entités du Groupe FSI. Les Produits ont augmenté du fait qu'elle a été le gestionnaire d'OPCVM de First Sentier Investors Global Umbrella Fund PLC pendant 12 mois au cours de l'exercice en cours, alors qu'elle n'avait agi en cette qualité que pendant un mois au cours de l'exercice précédent.

Charges :

Elles découlent principalement d'une hausse des coûts liés au personnel et des honoraires.

Bénéfice d'exploitation :

Le Bénéfice d'exploitation de la société résulte de la marge appliquée par la Société aux services de gestion d'actifs fournis à d'autres entités du Groupe FSI. Le Bénéfice d'exploitation a augmenté parallèlement à la croissance de la rémunération perçue en agissant en tant que Société de gestion d'OPCVM.

Actifs nets :

La hausse des actifs nets est principalement due à une augmentation des bénéfices après impôt de l'exercice non distribués.

Examen des activités, risques et incertitudes, développements futurs.

La Société est réglementée par la Banque Centrale d'Irlande (la « **Banque centrale** »). Elle est le Gestionnaire de Fonds d'Investissement Alternatifs (« **GFIA** ») pour les fonds d'investissement alternatifs (« **les FIA** ») domiciliés en Europe du Groupe FSI, à l'exclusion des entités liées d'AlbaCore. Les activités de gestion d'investissements concernant ces FIA sont déléguées à une entité du Groupe FSI au Royaume-Uni. Depuis le 30 novembre 2023, la Société est nommée gestionnaire de fonds d'OPCVM pour First Sentier Investors Global Umbrella Fund PLC, un fonds à compartiments multiples d'OPCVM domicilié en Irlande (« **l'OPCVM** »). Les activités de gestion d'investissement relatives aux OPCVM sont déléguées à différentes entités du Groupe FSI à Hong Kong, Singapour, en Australie et au Royaume-Uni. La Société conserve les responsabilités de gestion des risques pour ces contrats, par conséquent, une partie des commissions de gestion relatives à ces produits est conservée au sein de la Société à titre de dédommagement.

La Société utilise ses succursales en France et en Allemagne pour fournir des services de distribution aux clients de l'UE tout en fournissant des services de comptabilité et d'actifs aux Fonds d'infrastructure basés au Luxembourg par l'intermédiaire de sa succursale luxembourgeoise.

La Société a continué d'étendre sa présence et son influence en Irlande et dans l'Union européenne, avec une hausse des effectifs équivalents temps plein de près de 6,5 %. Des ressources accrues ont été affectées à la fonction Distribution afin de continuer à soutenir la clientèle diversifiée du Groupe, tandis que des capacités ont également été ajoutées à l'équipe des services comptabilité et d'actifs pour soutenir les activités d'infrastructure. Les fonctions de surveillance Conformité et Gestion financière sont restées dotées de ressources suffisantes afin de garantir que les responsabilités de gestion et de surveillance réglementées de la Société continuent de répondre aux exigences réglementaires.

Au cours de cet exercice, les FIA ont continué de développer leurs offres pour leurs clients et ont étoffé avec succès leur portefeuille d'actifs sous gestion (« AUM »). Au 31 décembre 2024, les AUM des FIA s'élevaient à 10,3 milliards d'euros (2023 : 10,0 milliards d'euros) tandis que les AUM de l'OPCVM s'élevaient à 14,1 milliards d'euros (2023 : 14,6 milliards d'euros). Le Bénéfice total avant impôt a été plus élevé pour l'exercice à 2 millions d'euros (2023 : 1 million d'euros)

Examen des activités, risques et incertitudes, développements futurs (suite)

Risques et Incertitudes.

Le principal risque pour la résilience financière de la Société, et du Groupe mondial FSI, est l'éventualité d'une correction du marché et/ou d'une période prolongée de sous-performance dans les portefeuilles d'investissement qui entraînerait une baisse significative des AUM et, finalement, des produits et de la confiance des investisseurs.

La philosophie d'investissement à long terme des professionnels de la gestion des investissements du Groupe FSI permet d'atténuer les effets sur les investissements de ses clients en cas de correction du marché.

La Société est également exposée au risque lié au personnel clé, dont les équipes d'investissement et personnel clé de la direction. Les Administrateurs estiment que, bien qu'un niveau de risque résiduel lié au personnel clé existera pour la Société, ce risque a été atténué autant que possible par, entre autres, la planification de la relève, l'utilisation de programmes d'intéressement à long terme et le maintien d'une culture de haute intégrité et de haute performance, conformément à ses piliers stratégiques.

Effectifs.

Les effectifs moyens de la Société pour l'année étaient de 31,2 (2023 : 27,9). Au 31 décembre 2024, la Société comptait 33 (2023 : 31) membres du personnel.

Divulgaration d'informations aux Commissaires aux comptes indépendants.

Pour chacun des Administrateurs en fonction à la date d'approbation du Rapport des Administrateurs, les stipulations suivantes s'appliquent :

- à la connaissance de l'Administrateur, il n'y a pas d'informations d'audit pertinentes dont les commissaires aux comptes de la Société n'ont pas connaissance ; et
- chaque Administrateur a pris toutes les mesures qu'il aurait dû prendre en tant qu'Administrateur afin de prendre connaissance de toute information d'audit pertinente et s'assurer que les commissaires aux comptes de la Société ont connaissance de ladite information.

Commissaires aux comptes indépendants.

Deloitte Ireland LLP a été nommée en tant que commissaire aux comptes indépendant en vertu de l'article 383 de la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*) et a indiqué sa volonté de poursuivre son mandat.

Continuité de l'exploitation.

Au vu de leur évaluation des activités de la Société, ainsi que de sa situation financière actuelle, les administrateurs de la Société estiment raisonnable de s'attendre à ce que la Société soit en mesure de poursuivre son existence opérationnelle pendant une période d'au moins douze mois. En conséquence, les Administrateurs continuent d'adopter le principe comptable de continuité d'exploitation pour la préparation des états financiers statutaires.

Parties liées.

L'opération avec les parties liées décrite dans la Note 17 des états financiers.

Résultats et dividendes.

Le bénéfice de l'exercice, après impôts, s'élève à 1 738 000 € (2023 : 827 000 €). Les Administrateurs ne recommandent pas le versement d'un dividende final ou d'un acompte sur dividende (2023 : néant).

Dons politiques.

La Loi électorale de 1997 (*Electoral Act, 1997*) (telle que modifiée par la Loi de 2012 sur le financement politique de la modification électorale - *Electoral Amendment Political Funding Act, 2012*) exige que les sociétés divulguent tous les dons politiques supérieurs à 200 euros au total effectués au cours de l'exercice. Les Administrateurs, après enquête, se sont assurés qu'aucun don de ce type n'a été effectué par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 (2023 : néant).

Code de gouvernance d'entreprise.

Le Conseil d'administration a adopté volontairement le Code de gouvernance d'entreprise pour les Organismes de Placement Collectif et les Sociétés de Gestion tel que publié par l'Irish Funds (le « Code ») en novembre 2012. Le Conseil d'administration a évalué les pratiques et procédures de gouvernance d'entreprise énoncées dans le Code et a déterminé que la Société a suivi ces pratiques et procédures au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Déclaration de conformité des Administrateurs.

Les Administrateurs reconnaissent qu'il leur incombe de garantir la conformité de la Société aux obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 225 de la Loi sur les Sociétés de 2014 et confirment que :

- un document de politique de conformité a été établi, lequel énonce des politiques qui, à notre avis, sont appropriées au regard de la Société, respectant la conformité de la Société aux obligations qui lui incombent.
- des dispositions ou des structures appropriées sont en place, lesquelles sont, à notre avis, conçues pour garantir la conformité matérielle avec les obligations qui incombent à la Société ; et
- au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les dispositions ou structures susvisées ont été révisées.

Événements postérieurs à l'établissement du bilan.

Se reporter à la Note 19 pour la divulgation d'événements postérieurs à l'établissement du bilan.

Approuvé par le Conseil d'administration et signé en son nom par :

Peter Blessing
Administrateur
Irlande
24 mars 2025

Bronwyn Wright
Administrateur
Irlande
24 mars 2025

**VI. — Rapport du commissaire aux comptes indépendant
aux membres de first sentier investors (Ireland) Limited**

Rapport sur l'audit des états financiers.

Avis sur les états financiers de First Sentier Investors (Ireland) Limited (la « société »)

À notre avis, les états financiers de la société :

- donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024 et des bénéfices de l'exercice clos à cette date ; et
- ont été correctement préparés conformément au cadre de présentation de l'information financière pertinent et, en particulier, aux exigences de la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*).

Les états financiers que nous avons audités comprennent :

- le Compte de Résultat ;
- le Bilan ;
- le Tableau de Variation des Capitaux Propres ;
- les notes 1 à 19 qui s'y rapportent, y compris un résumé des principales méthodes comptables, comme indiqué à la note 1.

Le cadre de présentation de l'information financière pertinent qui a été appliqué est la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*) et la norme FRS 102 « La Norme d'Information Financière applicable au Royaume-Uni et en République d'Irlande » publiée par le Financial Reporting Council (« le cadre de présentation de l'information financière pertinent »).

Fondement de l'avis. — Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) (Irlande) (« ISA Irlande ») et à la législation applicable. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites ci-dessous à la section « *Responsabilités du commissaire aux comptes pour l'audit des états financiers* » de notre rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément aux exigences éthiques qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers en Irlande, y compris la Norme Éthique publiée par l'*Irish Auditing and Accounting Supervisory Authority* (Autorité irlandaise de surveillance de l'audit et de la comptabilité), et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre avis.

Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation. — Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation, par les administrateurs, du principe de continuité d'exploitation dans la préparation des états financiers est appropriée.

Sur la base des travaux que nous avons effectués, nous n'avons pas identifié d'incertitudes significatives liées à des événements ou des conditions qui, individuellement ou collectivement, peuvent jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation de publication des états financiers.

Nos responsabilités et celles des administrateurs en ce qui concerne la continuité de l'exploitation sont décrites dans les sections pertinentes du présent rapport.

Autres informations. — Les autres informations comprennent les informations incluses dans le rapport annuel, autres que les états financiers et le rapport du commissaire aux comptes sur ceux-ci. Les administrateurs sont responsables des autres informations contenues dans le rapport annuel. Notre avis sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf indication expresse contraire dans notre rapport, nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'assurance à leur sujet.

Il nous appartient de lire les autres informations et, ce faisant, d'examiner si les autres informations présentent des incohérences significatives avec les états financiers ou avec les connaissances acquises dans le cadre de l'audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives. Si nous identifions de telles incohérences significatives ou des inexactitudes significatives apparentes, nous sommes tenus de déterminer s'il existe une inexactitude significative dans les états financiers ou une

inexactitude significative dans les autres informations. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons à l'existence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités des administrateurs. — Comme expliqué plus en détail dans la Déclaration des Responsabilités des Administrateurs, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers et tenus de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et sincère et qu'ils sont par ailleurs conformes à la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*), ainsi que du contrôle interne que les administrateurs jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont responsables de l'évaluation de la capacité de la société à poursuivre son activité, de la divulgation, le cas échéant, des questions liées à la continuité de l'exploitation et de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention, ou n'ont pas d'autre solution réaliste, que de liquider la société ou de cesser son activité.

Responsabilités du Commissaire aux comptes pour l'audit des états financiers. — Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'inexactitude significative, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre avis. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA (Irlande) permettra toujours de détecter une inexactitude significative lorsqu'elle existe. Les inexactitudes peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur le fondement de ces états financiers.

Une description plus complète de nos responsabilités pour l'audit des états financiers se trouve sur le site internet de l'IAASA à l'adresse : <https://iaasa.ie/publications/description-of-the-auditors-responsibilities-for-the-audit-of-the-financial-statements/>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires

Avis sur les autres questions prescrites par la Loi sur les Sociétés de 2014.

Sur la base des seuls travaux entrepris dans le cadre de l'audit, nous déclarons que :

Nous avons obtenu toutes les informations et explications que nous jugeons nécessaires aux fins de notre audit.

- À notre avis, les registres comptables de la société étaient suffisants pour permettre un audit aisé et adéquat des états financiers.
- Les états financiers sont conformes aux registres comptables.
- À notre avis, les informations fournies dans le rapport des administrateurs sont cohérentes avec les états financiers.
- À notre avis, les parties du rapport des administrateurs spécifiées pour notre examen, qui n'incluent pas les rapports sur le développement durable requis par la partie 28 de la loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*), ont été préparées conformément à la loi sur les Sociétés de 2014.

Questions sur lesquelles nous sommes tenus de faire un rapport sur les exceptions. — Sur la base de la connaissance et de la compréhension de la société et de son environnement acquises au cours de l'audit, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives dans le rapport des administrateurs.

Nous n'avons rien à signaler en ce qui concerne les dispositions de la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*) qui exigent que nous vous fassions un rapport si, à notre avis, les divulgations de la rémunération des administrateurs et des opérations précisées par la loi ne sont pas faites.

Utilisation de notre rapport. — Le présent rapport est adressé uniquement aux membres de la société, en tant qu'organisme, conformément à l'article 391 de la Loi sur les Sociétés de 2014 (*Companies Act 2014*). Notre travail d'audit a été entrepris afin que nous puissions déclarer aux membres de la société les questions que nous sommes tenus de leur déclarer dans un rapport d'audit et dans aucun autre but. Dans toute la mesure autorisée par la loi, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à l'égard d'aucune autre partie que la société et ses membres en tant que groupe, pour notre travail d'audit, pour le présent rapport et pour les avis que nous avons exprimés.

Brian Jackson

Au nom et pour le compte de Deloitte Ireland LLP
Experts Comptables et Cabinet d'Audit Légal
Deloitte & Touche House, Earlsfort Terrace, Dublin 2
26 mars 2025.